

FICHE REVISION ARRET DAME LAMOTTE

L'arrêt **Dame Lamotte**, rendu par le **Conseil d'État** le **17 février 1950**, est un arrêt fondamental du droit administratif français, notamment en matière de recours contentieux. Cet arrêt est important car il consacre le principe selon lequel **toute décision administrative peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir**, même en l'absence de texte spécifique le prévoyant.

Contexte de l'affaire :

Dans cette affaire, **Mme Lamotte contestait un décret pris par l'administration dans le cadre d'une expropriation**. Le décret en question était pris sur la base de la loi du 29 décembre 1942, qui autorisait l'expropriation pour **cause d'utilité publique** dans certaines circonstances et semblait interdire certains recours contentieux contre ces décisions.

Problème juridique :

La question posée était de savoir si **Mme Lamotte pouvait exercer un recours pour excès de pouvoir contre ce décret**, alors que la loi ne prévoyait pas expressément cette possibilité, et semblait même implicitement l'exclure dans ce cas.

Décision du Conseil d'État :

Le **Conseil d'État** a jugé que, **même en l'absence de texte**, toute décision administrative peut être contestée par un **recours pour excès de pouvoir**. En d'autres termes, le droit de contester une décision administrative devant le juge administratif est un **principe général du droit** qui ne peut être écarté que par une disposition législative expresse.

Portée de l'arrêt :

1. **Principe général du droit** : L'arrêt Dame Lamotte consacre un **principe général du droit**, celui du **droit au recours pour excès de pouvoir**. Cela signifie que, sauf si la loi l'interdit expressément, toute décision administrative peut faire l'objet d'un tel recours.
2. **Garanties contre l'arbitraire** : Cet arrêt renforce les garanties des administrés contre les décisions arbitraires de l'administration en leur offrant un moyen de contestation systématique, même en l'absence de texte prévoyant ce recours.
3. **Supériorité du principe sur la loi** : Même si une loi, comme celle de 1942 dans l'affaire Lamotte, ne prévoyait pas explicitement le recours, le Conseil d'État a estimé que le **recours pour excès de pouvoir** était un droit fondamental qui

s'impose au-delà des silences ou restrictions législatives, sauf disposition contraire expresse.

Conclusion :

L'arrêt Dame Lamotte est l'un des arrêts les plus importants du droit administratif français car il pose le principe selon lequel le **recours pour excès de pouvoir** est toujours ouvert contre une décision administrative, renforçant ainsi le contrôle de la légalité des actes administratifs.